



VIVE LE PCF (MLM) !

Rédaction du Quotidien du peuple : La dictature bourgeoise appliquée par les révisionnistes en Union Soviétique

1967

Publié dans le Renmin Ribao, 2 novembre 1967

Dans ses attaques furieuses contre la dictature du prolétariat, la clique Brejnev-Kossyguine a, récemment encore, fait étalage du drapeau loqueteux de l'« Etat du peuple tout entier ». Elle affirme qu'en Union soviétique, les classes antagonistes ont disparu de la société et que « de larges facilités pour participer à l'administration de l'Etat et des affaires économiques et publiques » sont offertes aux travailleurs. C'est un mensonge éhonté.

En réalité, la clique dirigeante révisionniste soviétique a de plus en plus renforcé la domination exercée par les couches privilégiées bourgeoises, imposant au peuple soviétique une impitoyable dictature de la bourgeoisie.

ÉVINCEMENT DES ANCIENS CADRES POUR PLACER DES CAPITULARDS, DES TRÂÎTRES ET LEURS HOMMES DE CONFIANCE

Depuis qu'ils ont usurpé le pouvoir dans le Parti communiste et au sein de l'Etat, à la suite d'un coup d'Etat bourgeois, Khrouchtchev et Cie ont entrepris, de haut en bas à tous les échelons, une vaste purge dans les organismes du Parti et du gouvernement à travers le pays.

Ils ont promu leurs hommes de confiance à des fonctions dirigeantes et rétrogradé tous ceux qui, à leurs yeux, étaient peu sûrs.

On rapporte que près de 10 % des membres du Comité central du Parti, élus en 1952 au XIXe Congrès du P.C.U.S., furent ainsi éliminés lors du XXIIe Congrès en 1961.

Il en fut de même, au XXIIIe Congrès en 1966, pour près de 60 % des membres du Comité central élus au XXe Congrès en 1956.

Les pourcentages sont encore plus élevés en ce qui concerne les purges dans les organismes locaux du Parti et du gouvernement.

Aux « élections » de 1966 au Soviet suprême, deux tiers des élus l'étaient pour la première fois. De plus, sous le prétexte de promouvoir des « spécialistes » « capables de conduire des entreprises grandioses », la clique dirigeante révisionniste soviétique a, pour consolider la domination de la couche privilégiée, introduit de nombreux éléments bourgeois et révisionnistes dans les organisations du Parti et du gouvernement, et dans les institutions économiques, culturelles et éducatives.

RENFORCEMENT DE L'APPAREIL DE DICTATURE, RÉPRESSION CRUELLE DE LA RÉVOLTE DU PEUPLE

La clique révisionniste soviétique a énergiquement renforcé l'appareil d'Etat qu'il contrôle — l'armée, la police, les prisons, les tribunaux, etc. — pour soumettre le peuple soviétique à la dictature de la bourgeoisie.

En plus des purges au sein de l'armée, elle s'évertue à inculquer aux officiers et aux soldats soviétiques des idées révisionnistes, présentant la ligne générale révisionniste comme « le guide des cadres militaires dans leur action ».

Les chefs de la hiérarchie militaire de la clique dirigeante révisionniste soviétique ont sommé leurs officiers d'« exécuter sans discuter » la politique révisionniste et averti ceux qui ne « s'imprègnent » pas des théories révisionnistes qu'ils « finiraient par être limogés », qu'ils « seraient relevés de leurs fonctions, qu'on se débarrasserait d'eux comme d'un bagage encombrant ». La clique dirigeante révisionniste soviétique a utilisé les troupes pour réprimer brutalement et massacrer les masses révolutionnaires soviétiques qui s'opposent au révisionnisme, et pour sévir contre les ouvriers en grève.

On rapporte qu'une répression contre des manifestants ouvriers a eu lieu en juin 1967, à Tchimkent, en Asie centrale soviétique.

Les chauffeurs de taxi de cette ville protestaient contre la police qui avait tué sans raison un de leurs collègues. Les travailleurs attaquèrent et incendièrent la préfecture de police de la ville et un poste de police tout proche. Les autorités envoyèrent des tanks et des autos blindées pour étouffer la manifestation.

Des dizaines de manifestants furent tués et beaucoup d'autres blessés ou arrêtés.

Les révisionnistes soviétiques disposent d'une force de sécurité publique et de police considérable.

Mais, talonnés par la peur de l'éveil grandissant et de la résistance du peuple, ils jugèrent cette force encore insuffisante pour maintenir « l'ordre social » ; ils ont alors fondé un « ministère de l'ordre public de l'U.R.S.S. », en juillet 1966, et multiplié les unités motorisées de la police pour patrouiller et monter la garde dans les grandes villes.

Ils ont aussi réorganisé les « gardes populaires » et envoyé leurs sbires pour « affermir » la direction.

Alexeï Kossyguine, gros bonnet du révisionnisme soviétique, a admis que les tribunaux et les bureaux de police ont été « renforcés » ces dernières années, et que le « nombre des agents de police

a augmenté ».

Pour intensifier la répression et la persécution du peuple soviétique qui reste fidèle au marxisme-léninisme et qui ose lutter, les révisionnistes soviétiques ont disséminé, à travers le pays, des policiers en civil et installé des camps de concentration de type fasciste.

D'autre part, on a révélé que, au début de 1967, les services de sécurité publique des révisionnistes soviétiques ont procédé à des arrestations massives, en Ukraine de l'Ouest et ailleurs, et enfermé dans lesdits camps de nombreux Soviétiques.

La clique Brejnev-Kossyguine, toujours dans le but de juguler la résistance du peuple, a aussi annoncé que des « sanctions » seraient prises contre les propagateurs « de fausses nouvelles et de mensonges ».

Le responsable du Parti communiste d'Ukraine a publiquement, dans un rapport récapitulatif au XXIIIe Congrès du Parti d'Ukraine, réclamé « des sanctions sociales » contre « les propagateurs de ces vues étrangères » à celles des révisionnistes soviétiques.

Il a été divulgué que la République fédérative soviétique de Russie a adopté une loi sur les « sanctions » à prendre. Au début de 1967, elle a ajouté à ses lois pénales de nouveaux amendements qui stipulent que « quiconque enfreint la politique et l'ordre social soviétiques » et « répand des calomnies antisoviétiques » est passible d'un emprisonnement de trois ans. En janvier 1967, un groupe de jeunes Soviétiques manifestèrent contre l'introduction de ces nouvelles clauses. Les protestataires furent soumis à la répression policière et deux d'entre eux condamnés à une peine de trois ans, sous l'inculpation d'« atteinte à l'ordre public ».

LES « MILLIONNAIRES » FONT LA LOI LES OUVRIERS RÉDUITS EN ESCLAVES SALARIÉ

La classe ouvrière soviétique a manifesté son mécontentement et son opposition au sujet du « nouveau système économique » introduit par la clique dirigeante révisionniste soviétique, en vue de la restauration totale du capitalisme.

La clique en a ressenti de vives inquiétudes. En décembre 1966, elle a adopté une prétendue « résolution pour le renforcement de la discipline du travail ».

Celle-ci affirme la nécessité d'une pleine utilisation des « mesures administratives prévues par la loi » et étend le rôle « du parquet et de la Cour suprême de l'U.R.S.S. »

Tout ceci est révélateur des vicieuses intentions de ladite clique d'opérer une répression contre la classe ouvrière soviétique.

Sous la domination de la clique renégate Brejnev-Kossyguine, les éléments de la couche privilégiée, tirant parti de leur autorité, de leur influence et de leur contrôle sur les moyens de production, se livrent à la rapine, au détournement des biens publics, à la spéculation et à la fraude.

Ils oppriment et exploitent impitoyablement la masse du peuple soviétique. Nombreux sont les membres de la caste privilégiée à devenir « millionnaires ».

Les éléments bourgeois affublés des titres de « directeurs d'entreprise » deviennent plus arrogants que jamais et peuvent agir à leur guise.

Sous la férule de ces éléments bourgeois, les masses travailleuses soviétiques sont ravalées au rang d'esclaves salariés, privés de tout droit. De plus, des mesures disciplinaires sont prises à leur encontre et ils peuvent être licenciés ou même mis en prison s'ils manifestent leur mécontentement à l'égard de leurs « dirigeants ».